

La visite d'une délégation de l'UGTT au dictateur Assad trahit les aspirations populaires de tous et toutes de Tunis à Damas

vendredi 11 août 2017, par [DAHHER Joseph](#) (Date de rédaction antérieure : 7 août 2017).

Une délégation de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), principale centrale syndicale du pays, est en visite officielle en Syrie depuis la semaine dernière. Hier la délégation était à Alep. Cette visite avait été décidée lors du Congrès national du syndicat, en janvier 2017. La délégation, composée de 29 personnes, inclut aussi bien des représentants syndicaux des différents secteurs, des régions et de la direction de l'UGTT. D'anciens membres de la centrale syndicale sont également présents pour l'occasion, à l'image du précédent secrétaire général, Houcine Abassi. L'UGTT s'y était engagé à encourager la reprise des relations diplomatiques avec le régime de Bachar al-Assad et à le soutenir dans sa soi disant « lutte contre le terrorisme ». L'ambassadeur syrien avait été renvoyé de Tunisie en 2012.

Cette visite de la délégation de l'UGTT est une trahison des idéaux des soulèvements populaires de la région débutés depuis la fin 2010 et début 2011 qui sont la démocratie, la justice sociale, et l'égalité. Cette visite ne trahit pas seulement les aspirations des démocrates, progressistes et autres voulant une Syrie démocratique, sociale et laïque, et luttant à la fois contre le régime Assad et les mouvements fondamentalistes islamiques, mais également les aspirations et intérêts des classes populaires tunisiennes ayant les mêmes objectifs d'un changement radical pour une société plus juste.

Il ne faut en effet pas limiter pas cette visite au cadre syrien, mais le remplacer dans un contexte global des processus révolutionnaires.

La direction syndicale de l'UGTT à bien des égards est une direction traditionnelle d'orientation réformiste qui cherche généralement la conciliation avec la classes dirigeante et les différents secteurs de la bourgeoisie, plutôt que le conflit, et que l'on trouve d'ailleurs dans de nombreux pays. L'influence de la gauche d'orientation stalinienne et nationaliste arabe à la tête du l'UGTT et dans des positions intermédiaires dans l'institution n'aide pas du tout dans ce cadre et renforce cette approche.

Les mêmes problèmes traversent aussi le Front Populaire en Tunisie. Le maintien d'idées tel que la « bourgeoisie nationale » et leur soi disant rôle démocratique et autres fantaisies du type continuent de caractériser certaines de leurs positions et orientations politiques, menant à des alliances ou accords dangereux en contradiction avec les intérêts des classes populaires.

De même que le culte de « l'Etat fort et de ses institutions » est problématique, comme si ces éléments étaient neutres et séparés de la classe dirigeante qui la dirige et de l'influences des différentes fractions de la bourgeoisie.

Le ralliement ou la volonté d'alliance des gauches d'orientations stalinienne et nationaliste arabes, notamment en Egypte avec le dictateur Sissi et en Tunisie avec le mouvement Nidaa, aux acteurs de l'ancien régime est une voie vers la défaite.

Le même problème c'était posé avec une partie de la direction des syndicats indépendants en Egypte

qui avaient soutenu le dictateur Sissi, comme le syndicaliste Kamal Abu Aita, d'orientation politique nassérienne, qui avait été nommé ministre du travail dans le premier gouvernement de Sissi. Il avait démissionné six mois après.

La direction de l'UGTT n'a pas hésité aussi de tenter d'amadouer et de mettre au silence à plusieurs reprises depuis le début du soulèvement populaire en 2010-2011 les secteurs les plus combatifs de la centrale syndicale, cherchant le plus souvent des deals et accords avec la classe dirigeante, que ce soit de Nidaa ou Nahdha d'ailleurs, et des différents secteurs de la bourgeoisie.

La direction de l'UGTT a essayé à diverses occasions de calmer les actions de résistances et grèves des travailleurs et travailleuses, cherchant plutôt la conciliation avec les secteurs de la bourgeoisie. C'est seulement sous la pression par en bas de sa base et des mouvements sociaux que la direction de l'UGTT a dû prendre à des positions plus radicales.

Cette direction de l'UGTT ne comprends pas que le sort des classes populaires de Tunis à Damas sont liés, que les victoires et ou retours des anciens régimes sont des mauvaises nouvelles pour les intérêts de celle-ci à travers la région. D'ailleurs, le régime de Bachar al-Assad avait d'excellentes relations avec le régime de Ben Ali avant 2011.

Le reproche que je fais à la direction et à cette visite de l'UGTT en Syrie peut être également dirigé à ceux et celles dit de « gauche » ou « démocrate » qui se sont alliés sans critiques avec les forces fondamentalistes islamiques dans la région et autres états impérialistes.

D'ailleurs en Tunisie, n'oublions pas les multiples attaques des mouvements fondamentalistes religieux contre l'UGTT et ses symboles, ou bien quand Ghannouchi, la tête pensante et dirigeante de Nahda, avait déclaré que l'UGTT « C'est un héritage de la France » oubliant sciemment l'historique de luttes nationales, politiques, et sociales de l'institution.

Il faut en effet rappeler que l'UGTT n'est pas une entité homogène et il ne faut pas jeter toute la centrale à la poubelle. A sa base, existe des membres et syndicalistes honnêtes et combatifs se battant pour l'intérêt des travailleurs-euses et classes populaires. D'ailleurs il faut se souvenir des membres et syndicalistes à la base de l'UGTT qui ont mené de nombreuses résistances sociales et politiques, bien avant le début des processus révolutionnaires en 2010-2011.

Ces éléments du syndicat ont à plusieurs reprises mis un frein aux tentatives de collaborations avec les secteurs de la bourgeoisie et classe dirigeante. De même pour en connaître certains, ils et elles soutiennent le soulèvement populaire syrien depuis le premier jour et le disent haut et fort en contradiction avec la direction de l'UGTT ou du Front Populaire. Ces camarades au sein de l'UGTT ou du Front Populaire mènent des luttes remarquables dans de nombreux secteurs de la société tunisienne que ce soit sur des questions sociales ou politiques, comme la récente avancée sur les droits des femmes.

Il ne faut néanmoins pas se cacher derrière des excuses pour tenter de justifier ou de minimiser la visite d'une délégation de l'UGTT au dictateur de Damas, mais dire clairement qu'il s'agit d'une trahison des aspirations et intérêts des classes populaires de Damas à Tunis. Il est important de faire entendre une voix discordante au sein du mouvement ouvrier et de la gauche en Tunisie et ailleurs contre ce genre de politiques. La reconstruction d'une gauche révolutionnaire passe par la claire dénonciation de toute politique ou acte soutenant les oppresseurs.

Mais la vraie conclusion et la leçon à retenir de cette visite de la direction de l'UGTT est l'incapacité d'une partie de la gauche à constituer un pôle indépendant des forces de la contre-révolution et d'envisager un changement par en bas radical.

Il est en effet fondamental de comprendre et de rappeler que les représentants des anciens régimes et les mouvements islamiques fondamentalistes sont des ennemis acharnés des objectifs initiaux des processus révolutionnaires. Les mouvements populaires, militants et groupes portant ces objectifs ont d'ailleurs été attaqués par ces deux forces en Tunisie, en Syrie et ailleurs dans la région.

Il s'agit de deux forces contre-révolutionnaires, par-delà les différences entre leurs discours. Les

représentants des anciens régimes se présentent comme des défenseurs du modernisme, des sauveur de l'unité de la patrie et des champions de la lutte contre le « terrorisme ». Les forces islamiques réactionnaires et fondamentalistes se présentent de leur côté comme les garantes de la religion islamique, de la morale, de l'authenticité de l'identité islamique et arabe, tout en faisant le lien avec la « Ummah » (communauté des croyants ou « Nation ») islamique.

Ces deux discours, certes divergents en apparence, ne doivent pas nous faire oublier que les deux mouvements partagent un projet politique très similaire : limiter et réprimer les droits démocratiques et sociaux, tout en cherchant à garantir le système de production capitaliste et à continuer les politiques néolibérales qui appauvrissent les classes populaires de la région. D'ailleurs Nahda est allié aux acteurs de l'ancien régime représenté par Nidaa Tunes au gouvernement, et le mouvement des Frères Musulmans en Egypte avait entretenu des bonnes relations et même collaboré avec les dirigeants de l'armée, jusqu'au renversement de Morsi en juillet 2013. De même, ces deux forces contre-révolutionnaires n'hésitent pas à utiliser un discours visant à diviser et opposer les classes populaires sur des bases communautaires religieuses, ethniques, de genre, régionalistes, etc.

Les différentes forces politiques de gauche et / ou démocratiques qui ont choisi et choisissent de soutenir l'une de ces deux forces contre-révolutionnaires, en la présentant comme le choix du « moindre mal », font en fait le choix de la défaite et du maintien du système injuste dans lequel vivent les classes populaires de la région. Le rôle des progressistes ou se battant pour un changement démocratique n'est pas de choisir entre différentes fractions de la bourgeoisie et de la contre-révolution, soutenues par différents acteurs impérialistes et / ou impérialistes régionaux.

Le rôle des courants progressistes est de s'opposer aux différentes forces de la contre-révolution et de construire un front indépendant de ces deux formes de réaction. Les forces progressistes doivent s'inscrire sur des bases démocratique, sociales, anti-impérialistes, s'opposant à toutes les formes de discrimination et travaillant à un changement radical de la société, dans une dynamique par en bas qui fasse des classes populaires l'acteur du changement.

Face à ces affrontements ou collaborations entre les forces de la réaction, ne choisissons pas une des formes de la réaction. Il faut soutenir, construire et organiser une alternative populaire et radicale pour les objectifs initiaux des révolutions : la démocratie, la justice sociale et l'égalité.

Il est vrai que les processus révolutionnaires passent par une phase très difficile et les acteurs de la contre révolution n'ont cessé d'avancer avec le soutien des différentes forces impérialistes internationales et régionales, mais en même temps les expériences politiques accumulés ces dernières années ne vont pas disparaître et serviront à construire de nouvelles luttes.

De Tunis à Damas, notre lutte est liée, ne l'oublions pas !

P.-S.

<https://syriafreedomforever.wordpress.com/2017/08/07/la-visite-dune-delegation-de-lugtt-au-dictateur-assad-trahit-les-aspirations-populaires-de-tous-et-toutes-de-tunis-a-damas/>